

Les décennies perdues de l'Afrique, 1974-1994

Rebecca Simson

Université d'Oxford

1. Introduction

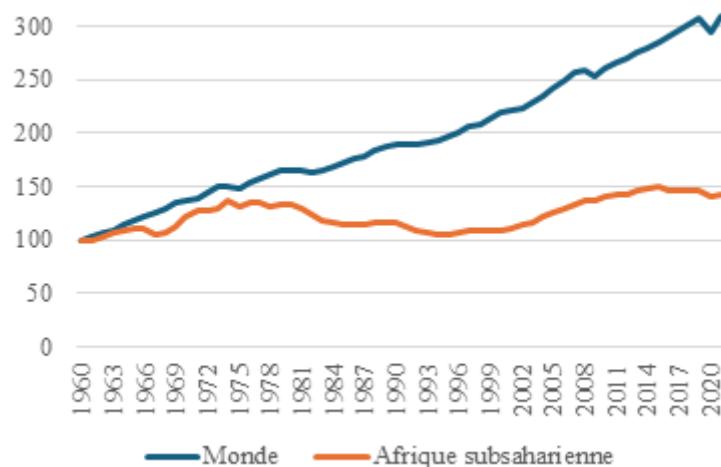
Dans les années 1980, la plupart des économies africaines se sont retrouvées en eaux troubles: les prix des denrées alimentaires et de l'essence sont devenus incontrôlables, les gouvernements ont eu du mal à payer leurs employés, les pénuries d'électricité ont poussé les usines à fonctionner en dessous de leur capacité et les infrastructures se sont effondrées. Cette période a eu un effet profond et à long terme sur le niveau de vie. De nombreux Africains plus âgés, appartenant à la classe moyenne, se souviennent d'un 'avant' et d'un 'après'. L'avant des années 1960 et 1970, lorsqu'un enseignant du secondaire ou un bureaucrate de rang moyen à Accra ou à Dakar pouvait confortablement faire vivre une famille en ville et peut-être acheter une voiture ou un appartement avec l'aide d'un programme de prêts hypothécaires subventionnés. Et un 'après' les années de crise des années 1980 et 1990, où la seule façon de joindre les deux bouts était d'avoir un ensemble de sources de revenus - un salaire imprévisible, peut-être une petite entreprise ou une ferme, et l'envoi occasionnel d'un frère ou d'une sœur à l'étranger.

Les statistiques confirment l'idée reçue selon laquelle les années 1980 et le début des années 1990 ont été une période sombre pour l'Afrique subsaharienne (ci-après 'l'Afrique'). Les économistes utilisent principalement le produit intérieur brut (PIB) pour mesurer la santé économique - une mesure qui saisit la valeur totale de tous les biens et services produits dans un pays ou une région au cours d'une année, des produits agricoles comme le riz et le maïs aux produits manufacturés comme les chaussures et les couvertures, en passant par la construction de maisons et les repas servis dans les restaurants. Lorsque le PIB par habitant d'un pays augmente, les revenus moyens et le niveau de vie augmentent généralement; inversement, lorsque la production diminue, les revenus moyens baissent généralement.

La figure 1 montre le PIB global par habitant du monde et de l'Afrique subsaharienne indexé sur l'année 1960. Alors que de nombreux pays africains ont bénéficié d'une croissance modeste par habitant au cours des premières années d'indépendance, au milieu des années 70 et au début des années 80, la plupart d'entre eux ont commencé à s'essouffler. En 1995, deux tiers des pays africains avaient un PIB par habitant inférieur à celui de 1975. Dans l'ensemble de l'Afrique, le PIB par habitant a diminué de 23 pour cent entre 1975 et 1994. Le tableau 1 indique que le

taux de croissance annuel moyen par habitant est passé de 2,1 entre 1960 et 1973 à -0,5 entre 1974 et 1994, avant de remonter à 3,0 à la fin des années 1990 et au début des années 2000.

Figure 1: PIB par habitant, indice (1960 = 100)



Source: World Development Indicators, 2025.

Bien que la croissance mondiale ait ralenti au cours des années 1970, la plupart des autres régions se sont redressées en l'espace de quelques années, alors que l'Afrique a enduré près de deux décennies entières de croissance négative ou négligeable des revenus. C'est pourquoi certains appellent cette période 'les décennies perdues', car il s'agit d'années au cours desquelles les pays ont perdu en termes de développement.

Tous les pays africains n'ont pas connu ce déclin de la même manière. Le tableau 1 montre comment les taux de croissance annuels moyens ont varié d'un pays à l'autre et d'une période à l'autre. Les pays sont regroupés en fonction de la gravité de la crise entre 1974 et 1994. Dans quelques petits pays, comme le Botswana et l'île Maurice, les revenus ont continué à augmenter tout au long des années 1980, ce qui constitue le groupe « sans crise ». À l'autre extrême, dans certains pays, le PIB par habitant a diminué de plus de moitié entre 1974 et 1994. Ces cas d'effondrement économique grave concernaient principalement des pays perturbés par des guerres civiles, comme l'Angola, le Mozambique et le Liberia, où les chocs économiques ont été aggravés par l'insécurité et les déplacements de population, qui ont empêché les gens de cultiver, les mines de fonctionner ou les usines d'être exploitées. Les conflits ont clairement exacerbé le déclin économique global de l'Afrique: le nombre de conflits civils et interétatiques a augmenté à la fin des années 1970, ainsi que dans les années 1980 et 1990, près d'un quart des pays d'Afrique ont été en guerre au cours d'une année donnée. Dans certains pays, comme le Liberia, la Sierra Leone et le Rwanda, l'effondrement économique a contribué au déclenchement des guerres civiles, tandis que d'autres guerres ont précédé ces chocs économiques.

Tableau 1: Croissance du PIB par habitant par pays (classée selon la gravité de la crise entre 1974 et 1994)

	1960-73	1974-94	1995-2018
Pas de crise ou crise légère			
Botswana	8.3	6.6	4.0
Cap Vert	2.0	2.2	4.6
Comores	3.1	0.6	1.9
Congo, République	3.0	1.2	0.9
Guinée Équatoriale	5.5	1.1	9.5
Lesotho	4.1	1.6	1.4
Île Maurice	2.0	3.7	2.3
Seychelles	2.5	4.2	5.1
Eswatini	7.1	3.2	2.8
Crise modérée			
Bénin	1.0	0.0	0.8
Burkina Faso	1.5	0.2	1.3
Burundi	1.8	0.8	-1.1
Cameroun	1.5	-0.1	2.4
Chad	-2.0	-0.7	3.5
Côte d'Ivoire	3.1	-2.0	2.4
Éthiopie	2.8	-1.5	4.2
Gabon	4.4	0.1	2.2
Gambie	1.5	-0.4	1.6
Ghana	0.1	-1.2	3.4
Guinée	1.6	0.2	2.6
Guinée-Bissau	4.5	-0.6	0.6
Kenya	2.3	0.5	2.4
Malawi	2.8	-0.8	1.1
Mali	0.7	1.2	1.8
Mauritanie	3.7	0.5	3.3
Namibie	1.9	-0.7	2.0
Nigeria	3.4	-0.9	4.6
Rwanda	0.4	-2.9	2.6
Sao Tomé et Principe	4.2	-0.4	2.3
Sénégal	-0.7	-0.7	1.3
Sierra Leone	2.2	-0.3	0.8
Afrique du Sud	2.5	-0.5	2.7
Soudan (ancien)	-2.1	0.2	3.0
Togo	3.2	-1.7	1.0
Tanzanie	2.0	-0.2	4.9
Ouganda	1.2	-1.3	2.9
Zambie	0.8	-2.2	4.9
Zimbabwe	3.3	-0.4	-0.4
Crise extrême			
Angola	2.8	-4.3	7.6
République Centrafricaine	-0.8	-1.7	-2.0
Congo, République Démocratique	0.7	-4.5	1.8
Djibouti	1.2	-3.5	1.7
Libéria	1.7	-11.3	3.6
Madagascar	0.1	-2.3	1.0
Mozambique	2.7	-3.5	-0.2
Niger	-1.2	-1.7	1.3

Moyenne (simple)	2.1	-0.5	2.4
Moyenne (pondérée par la population)	1.9	-1.2	3.0

Note: Les regroupements de pays sont basés sur le jugement de l'auteur. Source: Maddison Project Database, 2020.

Entre ces deux extrêmes, nous trouvons un groupe de pays relativement stables qui n'ont néanmoins pas connu de croissance entre 1974 et 1994, comme la Tanzanie, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Malawi, le Togo, le Sénégal et la Zambie. Dans ce groupe de 'crise modérée', le PIB par habitant a en moyenne stagné ou baissé de 2 pour cent par an. Ce chapitre se concentrera davantage sur ces pays, où nous pourrons identifier les conditions économiques et les politiques qui semblent responsables de cette période de perte de croissance. La question qui se pose est de savoir pourquoi même les pays dont les gouvernements sont relativement stables ont connu des difficultés économiques pendant une période aussi longue. Nous examinerons comment les économistes ont expliqué ce ralentissement et nous nous demanderons si les pays africains sont plus vulnérables que d'autres aux périodes d'expansion et de récession, et ce que cela implique pour l'avenir. Ces questions descriptives sont soutenues par une question politique urgente: des actions différentes de la part des gouvernements ou de la communauté internationale auraient-elles pu raccourcir la crise ou en atténuer la gravité? Nous ne pouvons pas donner de réponse définitive à cette question, mais le chapitre montre quelques-unes des façons dont les chercheurs en ont débattu.

Pour ne pas perdre de vue l'essentiel, notre discussion met l'accent sur les dynamiques macroéconomiques et les politiques publiques communes plutôt que sur les particularités propres à chaque pays. Bien que les sécheresses et les épidémies - y compris le VIH/SIDA - aient également eu un impact sur les revenus dans certaines parties du continent, notre analyse met de côté les chocs climatiques et sanitaires pour se concentrer sur les moteurs macroéconomiques.

L'année 1974 marque le début des décennies perdues. Dans certains pays, comme le Sénégal, l'Ouganda et le Ghana, le déclin économique a commencé dans les années 1960, tandis que d'autres ont connu une croissance soutenue jusque dans les années 1980. Mais en 1973, un événement mondial a déclenché des troubles dans le monde entier et mis en difficulté de nombreux gouvernements: l'embargo pétrolier de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), en réponse à une guerre en Israël, a fait grimper en flèche les prix du pétrole dans le monde entier. En 1974, la flambée des prix du pétrole a commencé à affecter profondément les économies. Les pays dépendant des importations de pétrole ont vu leurs factures d'importation grimper en flèche par rapport à leurs exportations, ce qui a eu pour effet de resserrer les finances publiques. En 1979, un deuxième choc pétrolier (dû cette fois à la révolution iranienne) a aggravé les problèmes des importateurs de pétrole. Après 1980, les prix du pétrole ont recommencé à baisser, mais l'inflation galopante a conduit les banques centrales

à augmenter les taux d'intérêt, ce qui a ralenti la croissance mondiale et déclenché une vague de crises de la dette en Amérique latine, au Moyen-Orient et en Afrique.

2. Chocs mondiaux et endettement africain

Les économistes ont longtemps débattu de la question de savoir si la crise africaine était due à des forces extérieures - des événements échappant au contrôle des gouvernements, tels que les prix mondiaux des matières premières ou les sécheresses - ou à des choix politiques internes, tels que la manière de fixer le taux de change ou d'allouer le budget de l'État.

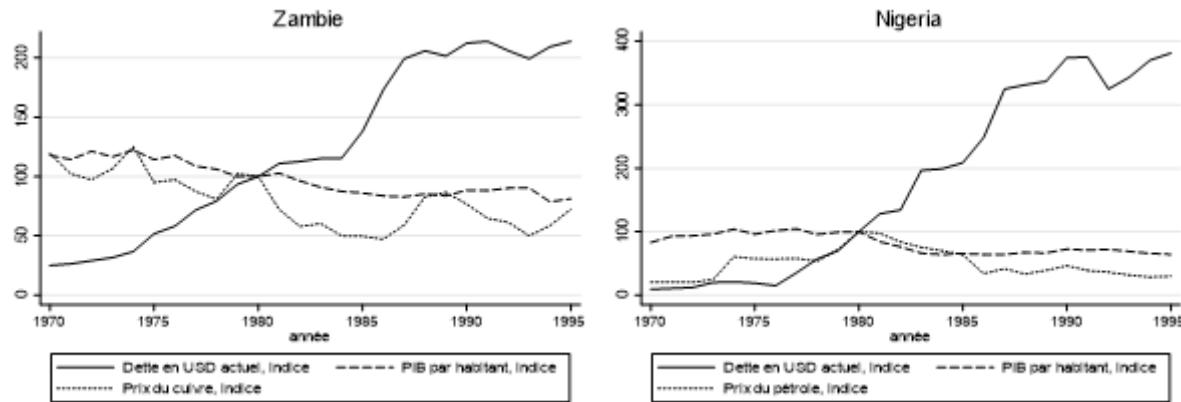
L'élément déclencheur le plus controversé de la crise est ce que les économistes appellent la 'détérioration des termes de l'échange', ce qui signifie que le prix des types de biens qu'un pays importe (par exemple le pétrole) augmente plus rapidement ou diminue plus lentement que le prix des biens qu'il exporte (par exemple le coton ou le café). Par exemple, pour chaque tonne de café ou de cacao qu'un pays vend à l'étranger, il peut acheter moins d'essence pour alimenter les voitures et les générateurs avec le produit de la vente, et dans ce cas, le prix du transport et de l'électricité est susceptible d'augmenter par rapport au revenu moyen et les gens seront moins bien lotis.

Lorsque la valeur des exportations diminue par rapport à celle des importations, le revenu réel des ménages produisant des biens destinés à l'exportation, tels que le coton et le café, baisse, et les recettes du gouvernement diminuent, ce qui affecte sa capacité à payer les fonctionnaires. Cette situation fait baisser la 'demande intérieure': les ménages dépensent moins en services et en biens, qu'il s'agisse de repas au restaurant ou de courses en taxi, créant un effet d'entraînement qui réduit les revenus du restaurateur et du chauffeur de taxi. En outre, lorsque les ménages et les gouvernements sont confrontés à des contraintes financières, ils reportent ou réduisent souvent les investissements, par exemple dans les engrangements et l'entretien des infrastructures, ce qui réduit encore les revenus dans les années à venir, en diminuant les rendements agricoles ou en augmentant le coût du transport des récoltes sur des routes cahoteuses.

En théorie, une baisse des termes de l'échange ne doit pas déclencher immédiatement une crise, car les gouvernements peuvent compenser l'impact en empruntant ou en retardant des investissements à plus long terme. Le Fonds monétaire international (FMI) a été créé en partie pour fournir une telle aide financière temporaire. Lorsque les chocs sont de courte durée, l'emprunt peut contribuer à maintenir les niveaux de production et de consommation et à alléger les remboursements futurs de la dette. C'est d'ailleurs ainsi que de nombreux gouvernements ont réagi. À la fin des années 1970, plusieurs pays africains ont commencé à emprunter massivement, en grande partie auprès du FMI ou de créanciers bilatéraux, pour répondre à leurs besoins d'importation de base. La Zambie, pays producteur de cuivre, en est un exemple frappant (voir figure 2). Après que les prix du cuivre ont atteint un sommet en 1974, puis ont entamé un déclin prolongé, la dette du pays a commencé à s'alourdir. En 1978, la Zambie a

obtenu du FMI un accord de confirmation de deux ans (un type de prêt) pour répondre à ses besoins d'importation. Entre 1970 et 1980, l'encours de la dette extérieure a presque quadruplé.

Figure 2: PIB par habitant, dette et prix à l'exportation en Zambie et au Nigeria, 1970-1995



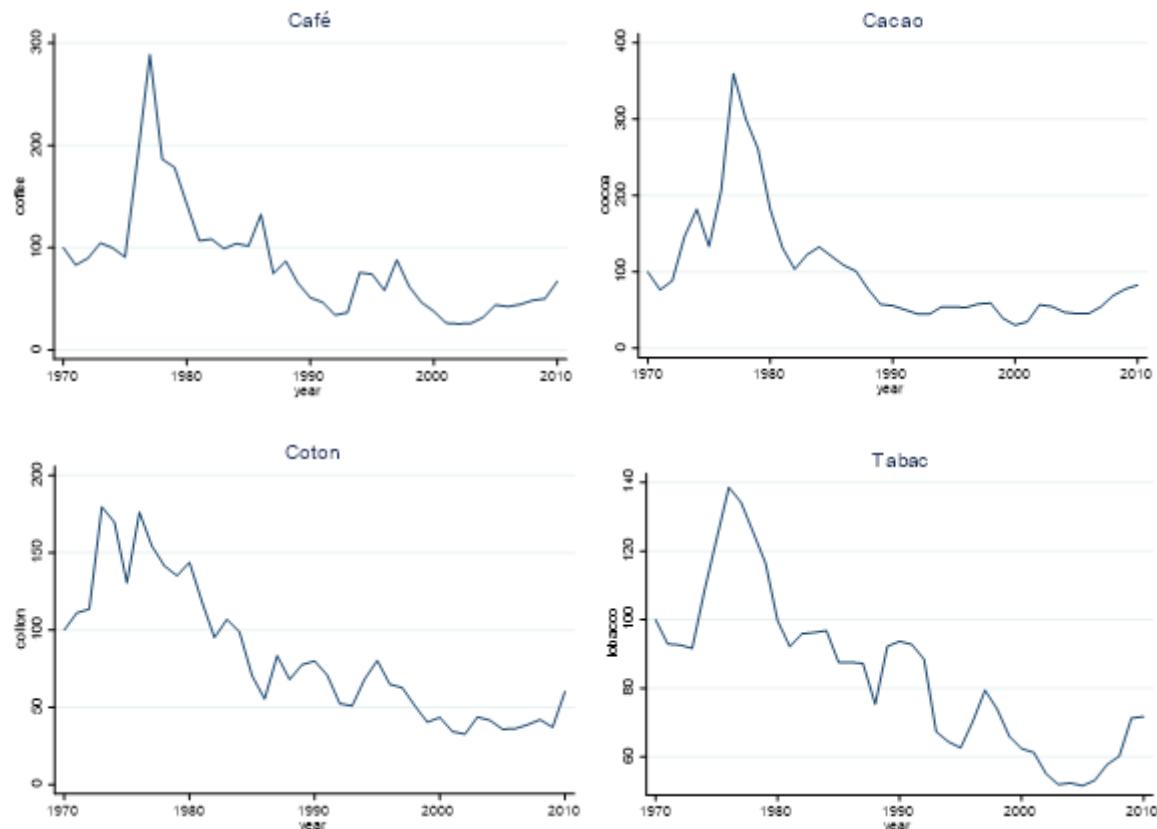
Source: PIB par habitant: Maddison; dette: WDI; prix des matières premières: Jacks (2019).

Mais les emprunts des pays en détresse n'expliquent pas tout. Jusqu'en 1980, les termes de l'échange africains étaient mitigés, et bien que les prix des importations aient augmenté, certains produits de base clés pour l'exportation africaine ont également connu une forte hausse de prix, comme le montre la figure 3 qui suit les prix des produits de base au fil du temps, par rapport à leur prix en 1970 (ainsi, une valeur de 200, par exemple, signifie que le produit de base se vend deux fois plus cher qu'en 1970). Par exemple, les pays producteurs de café tels que le Rwanda, le Kenya et la Tanzanie ont vu leurs recettes d'exportation augmenter fortement en 1976-1977 lorsque les prix du café sont montés en flèche, tandis que les producteurs de cacao tels que le Ghana et la Côte d'Ivoire ont bénéficié des hausses de prix en 1974 et 1977. Les pays producteurs de pétrole comme le Nigeria et le Cameroun ont profité des chocs pétroliers de 1973 et 1979. Ces recettes d'exportation ont renforcé la solvabilité des gouvernements et encouragé les emprunts pour les grands projets d'infrastructure ou les entreprises publiques. Les gouvernements africains ont pu emprunter davantage en partie parce que les chocs pétroliers avaient enrichi certains États producteurs de pétrole, fournissant des fonds pour les investissements internationaux qui ont maintenu les taux d'intérêt mondiaux à un niveau bas. Si la plupart des emprunts ont été contractés auprès d'autres gouvernements et d'institutions multilatérales, des pays plus riches, comme le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Nigeria, ont également obtenu des prêts auprès de banques privées.

Au Nigeria, par exemple (figure 2), l'expansion rapide de l'encours de la dette entre 1976 et 1981 a coïncidé avec l'augmentation des recettes publiques provenant des prix élevés du pétrole. Une partie de cette dette a financé des dépenses récurrentes, en particulier lorsque les prix du pétrole ont chuté en 1978, bien que le gouvernement ait également augmenté ses investissements dans de grandes infrastructures telles que les ports maritimes, les aéroports et l'énergie. Depuis lors, nombreux sont ceux qui se demandent si ces investissements ont été bien

choisis et bien exécutés. La Côte d'Ivoire s'est considérablement endettée entre 1976 et 1979, lorsque le secteur du cacao était en plein essor, pour financer des projets industriels de production de sucre et de transformation des palmiers à huile, des infrastructures de transport et des projets hydroélectriques, ainsi qu'une série d'autres projets.

Figure 3: Indice des prix des produits d'exportation africains (1970=100)



Source: Dérivé de Jacks (2019).

Note: Les prix sont ajustés en fonction de l'inflation.

Dans les années 1980, cependant, les prix des principaux produits d'exportation de l'Afrique - y compris le pétrole - ont commencé à baisser régulièrement. Même les économies les plus prospères des années 1970 ont rapidement été confrontées à un endettement croissant. Entre 1970 et 1980, la dette extérieure de l'Afrique est montée en flèche, passant de 6 à 42 milliards de dollars US selon les indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale; en 1990, elle atteignait 150 milliards de dollars US. Avec la montée de l'inflation en Europe et en Amérique du Nord, la hausse des taux d'intérêt a réduit la disponibilité d'argent bon marché, ce qui a encore réduit la capacité des pays africains à rembourser leurs emprunts. Pour agraver le problème, la plupart d'entre eux avaient contracté des prêts libellés en devises étrangères (généralement en dollars américains). En l'absence d'une reprise des prix à l'exportation, il est devenu plus difficile de gagner les devises étrangères nécessaires au remboursement des dettes libellées en dollars.

De nombreux pays sont entrés dans une crise de la dette. L'augmentation des remboursements de la dette a constraint les gouvernements à réaffecter des ressources limitées au détriment d'investissements susceptibles de stimuler la reprise. Ils ont également commencé à renégocier et à reporter les paiements de la dette aux prêteurs (principalement bilatéraux) et à emprunter davantage au FMI et à la Banque mondiale pour les aider à faire face aux paiements de la dette à d'autres créanciers. Dans certains cas, les pays ont même fait défaut unilatéralement, en suspendant les remboursements plutôt qu'un négociant avec les créanciers, ce qui empêche généralement les pays d'accéder à d'autres financements jusqu'à ce qu'ils reviennent à la table des négociations avec les créanciers. Il s'agissait généralement d'une solution de dernier recours, généralement adoptée par des pays en conflit ou soumis à des dictatures militaires, comme le Liberia en 1986 et le Soudan en 1991. Au Liberia, le régime militaire brutal de Samuel Doe a accumulé une dette considérable au début des années 1980, qu'il a ensuite eu du mal à rembourser. En 1986, il est devenu le premier pays africain à être déclaré inéligible au financement du FMI; en 1989, une guerre civile a éclaté, qui a mis en suspens le règlement de la dette jusqu'aux années 2000.

3. Échecs politiques et ajustement structurel

Dans quelle mesure les mauvais choix politiques et la corruption ont-ils aggravé la crise? Alors que les gouvernements africains se tournaient de plus en plus vers le FMI et la Banque mondiale pour obtenir des prêts, ces institutions ont acquis une influence considérable sur les politiques économiques nationales. Dans les années 1980, la conditionnalité des politiques est devenue plus formelle et prescriptive. Les rapports de ces institutions ont souvent affirmé que la crise était, au moins en partie, auto-infligée. Avec des changements politiques appropriés, la reprise économique était possible.

Faisons une brève incursion dans l'économie politique du FMI et de la Banque mondiale. Si les économistes du FMI avaient conclu que les gouvernements de la Côte d'Ivoire ou de la Tanzanie ne pouvaient rien faire pour augmenter de manière significative les taux de croissance et les recettes d'exportation, cela revenait à admettre qu'ils ne pouvaient pas, en toute bonne foi, continuer à prêter car il n'y aurait aucune perspective de remboursement. Par conséquent, les créanciers devraient plutôt annuler la dette. Mais dans les années 1980, les renflouements n'étaient pas politiquement ou économiquement acceptables pour les donateurs occidentaux, d'autant plus que nombre d'entre eux poursuivaient également l'austérité au niveau national, de sorte que l'allègement de la dette a été abordé avec prudence. En outre, pour les pays africains à revenu moyen, accepter un allègement de la dette risquait de ternir leur réputation et de compromettre leurs futurs emprunts auprès de créanciers privés.

Gestion financière

Examinons maintenant quelques-uns des principaux débats politiques de l'époque. La gestion des taux de change a été l'une des questions les plus contestées. Au cours des années 1970, les pays ont maintenu des taux de change fixes, ce qui signifie que les gouvernements décidaient du nombre de cédis ou de shillings pour acheter un dollar américain. Une monnaie forte, avec peu de shillings pour un dollar, rendait les importations moins chères et facilitait les voyages à l'étranger.

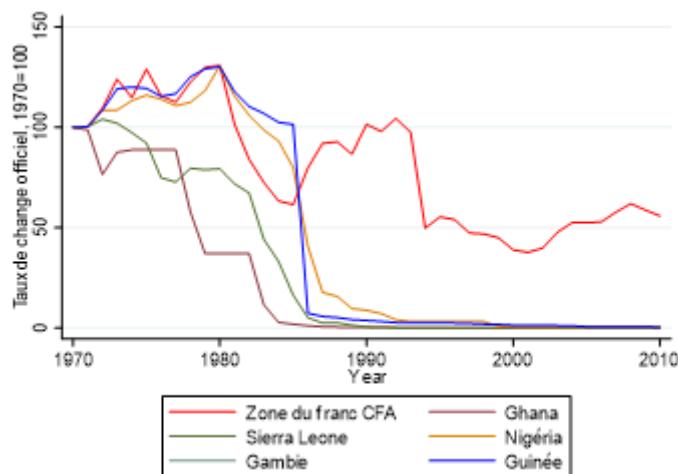
Mais pour ceux qui produisaient des biens destinés à l'exportation, une monnaie forte était un inconvénient. Au Ghana, par exemple, un cedi fort signifiait que les producteurs de cacao recevaient moins de cédis pour chaque kilo de cacao qu'ils ne l'auraient fait avec une monnaie plus faible. Au début des années 1970, le taux de change ghanéen était tellement surévalué qu'il n'incitait plus les agriculteurs à produire du cacao, tandis que dans la région frontalière, il encourageait la contrebande de cacao vers la Côte d'Ivoire et le Togo, où les prix étaient considérablement plus élevés. En outre, une monnaie surévaluée rend les produits importés moins chers, ce qui peut nuire à la production nationale. Si un pays dont la monnaie est surévaluée peut importer du riz à un prix inférieur à celui auquel les producteurs nationaux peuvent l'écouler sur le marché, cela dissuadera les agriculteurs de produire du riz.

Le FMI et la Banque mondiale ont recommandé aux gouvernements de dévaluer les monnaies surévaluées, une mesure qui provoque généralement une poussée inflationniste à court terme en augmentant le coût des importations. À moyen terme, cependant, la dévaluation était censée rétablir les incitations à produire des biens destinés à la fois à l'exportation et au marché intérieur. De nombreux pays ont dévalué leur monnaie à plusieurs reprises entre la fin des années 1970 et les années 1990. Par exemple, le Ghana a dévalué en 1971-2, 1978 et 1982, et le Nigeria en 1986, comme le montrent les fortes baisses de l'indice officiel des taux de change illustrées dans la figure 4.

L'économie politique de la politique de change dans les pays appartenant aux deux zones franc CFA est plus compliquée. Ces anciennes colonies françaises ont conservé une monnaie commune après l'indépendance, rattachée au franc français. Cela signifie qu'un gouvernement individuel ne pouvait pas faire ce qu'il voulait avec sa monnaie et qu'il devait prendre des décisions en collaboration avec les autres membres. Par conséquent, le franc CFA n'était pas aussi surévalué dans les années 1980 que dans de nombreux pays anglophones, mais dans les années 1990, la monnaie était probablement trop forte. Comme ils devaient agir en tant que groupe, la dévaluation était plus difficile à orchestrer et l'ampleur optimale de la dévaluation différait d'un pays à l'autre. Ces pays ont donc dévalué plus tard que la plupart des pays anglophones, avec une dévaluation de 50 pour cent par rapport au franc en 1994, imposée par la France (figure 4). La question de savoir si cette dévaluation était de la bonne ampleur reste

débattue et constitue une source de mécontentement et de colère dans de nombreux pays CFA encore aujourd’hui.

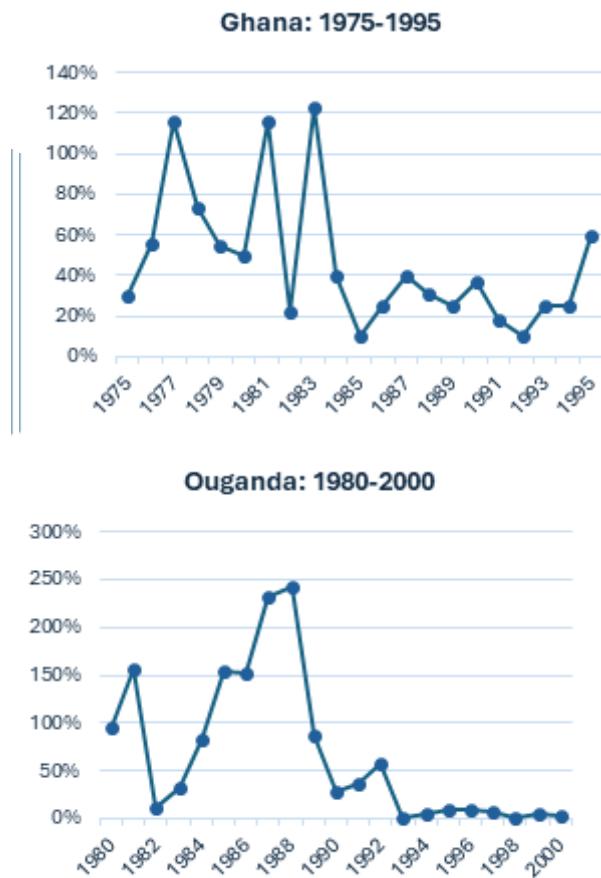
Figure 4: Taux de change officiels dans la zone du franc CFA et dans certains pays d’Afrique de l’Ouest (LCU en USD)



Source: World Development Indicators, 2025.

L’expansion monétaire est une autre question politique controversée. Dans les pays dotés d’une politique monétaire indépendante (ceux qui ne font pas partie de la zone CFA), les gouvernements ont parfois eu recours à la planche à billets pour faire face aux dépenses intérieures. Lorsque l’économie est forte et dispose d’une grande capacité à absorber et à produire davantage de biens et de services, l’expansion monétaire est parfois un outil politique utile qui peut contribuer à stimuler la production. Cependant, dans de nombreuses économies africaines au cours des années 1980, l’augmentation de la masse monétaire n’a pas stimulé la production, mais a plutôt conduit à une inflation galopante. La figure 5 illustre les taux d’inflation au Ghana et en Ouganda. Les programmes de réforme menés par le FMI imposent généralement de mettre fin à ces pratiques et, dans des cas comme le Ghana en 1984-1985 et l’Ouganda en 1992 (ces années de réforme sont marquées par des lignes verticales dans la figure 5), où les responsables politiques se sont engagés à changer, l’arrêt de l’expansion monétaire a permis de faire baisser rapidement l’inflation.

Figure 5: Taux d'inflation annuels au Ghana et en Ouganda



Source: Ghana: WDI 2025; Ouganda: Simson, 2019.

Cependant, la budgétisation gouvernementale dans des conditions d'inflation élevée présente certains avantages politiques. Lorsque les gouvernements laissent l'inflation réduire la valeur réelle des dépenses, ils peuvent efficacement réduire leurs budgets sans avoir à faire des choix difficiles quant aux lignes budgétaires à supprimer. Lorsque l'inflation diminue, les déficits budgétaires obligent les gouvernements à décider des dépenses à réduire et rendent ces coupes budgétaires plus visibles pour le public.

Gestion des dépenses et des prix

Plus tard, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS) (voir section 3.3), le FMI et la Banque mondiale ont souvent fixé des conditions pour réorienter le budget. La réduction des subventions accordées aux entreprises publiques a été l'un des domaines privilégiés. Au cours des années 1960 et 1970, de nombreux pays nouvellement indépendants ont mis l'accent sur le développement industriel en subventionnant les industries naissantes afin d'encourager la production nationale. Ils ont reconnu à juste titre que la production de minerais bruts ou de matières premières agricoles rendait leur économie vulnérable. Cependant, l'industrie manufacturière naissante de l'Afrique, qui produisait souvent des biens de

consommation simples tels que des vêtements et des chaussures ou des aliments transformés, était très vulnérable au prix des importations. À mesure que les coûts des intrants et de l'énergie augmentaient, ces industries devenaient de moins en moins compétitives. De nombreux gouvernements ont d'abord tenté de soutenir leurs industries naissantes, ce qui a encore réduit les budgets et les recettes d'exportation. Mais à plus long terme, de nombreuses industries manufacturières ont échoué. Certaines industries ont alors complètement disparu, entraînant dans leur sillage des emplois industriels très convoités.

Enfin, en partie pour compléter le contrôle des taux de change, de nombreux pays ont mis en place des systèmes complexes de contrôle des prix. Cela signifie que le prix de certains produits, importés ou nationaux - par exemple un kilo de riz ou un gallon d'essence - est dicté par le gouvernement. À la marge, le contrôle des prix peut contribuer à réduire les profits et à redistribuer les revenus. Ils fonctionnent souvent de concert avec les licences d'importation. Un importateur a accès aux devises étrangères au taux officiel, mais doit vendre le bien en question, par exemple l'essence, à un prix donné, ce qui, dans la pratique, est une façon de subventionner l'essence. Le contrôle des prix des biens produits dans le pays, pour l'exportation ou le marché intérieur, agit en pratique comme une taxe supplémentaire sur le producteur.

Mais dans un contexte de forte inflation et de pénurie de devises, il devient très difficile de gérer les biens et les prix de manière à ce que l'offre et la demande soient en adéquation. En outre, pour envoyer un signal aux citoyens des zones urbaines, qui dépendent fortement des denrées alimentaires achetées sur le marché, les gouvernements ont souvent voulu maintenir les prix officiels à un niveau bas pour des raisons politiques plutôt qu'économiques.

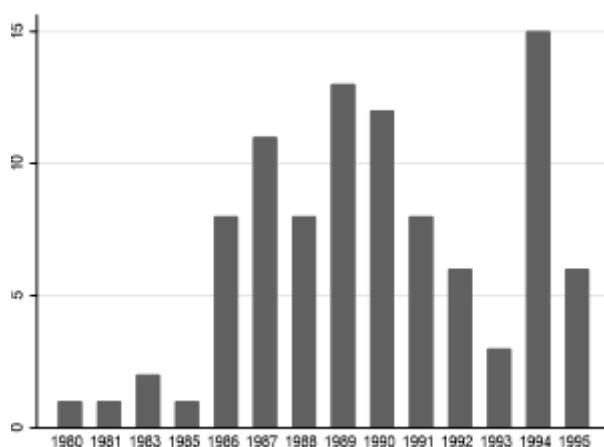
Pour les biens produits dans le pays (riz, haricots, maïs), si les prix sont fixés à un niveau si bas que les agriculteurs ne sont pas disposés à fournir des biens, cela entraîne souvent des pénuries et éventuellement une baisse de la production globale (pourquoi un agriculteur vendrait-il du maïs ou du riz sur le marché, s'il ne peut réaliser aucun bénéfice?) D'autre part, cela stimule un marché noir où les prix sont plus élevés que ceux stipulés par le gouvernement, ce qui signifie que les contrôles de prix sont inefficaces et poussent les gens vers le commerce illégal qui est plus difficile à taxer et à réglementer.

En pratique, dans de nombreux pays africains, la population a réagi à ces perturbations du marché en se repliant sur les exploitations agricoles familiales et les marchés informels. Même dans les zones urbaines, de nombreux salariés possédaient encore une parcelle agricole ou un membre de leur famille proche ayant accès à la terre. Les citadins en sont venus à compter davantage sur ces réseaux familiaux pour s'approvisionner en nourriture, se retirant ainsi du marché et des zones d'échange que le gouvernement pouvait superviser.

L'insaisissable reprise

À la fin des années 70, dans les années 80 et au début des années 90, la plupart des pays d'Afrique ont entrepris des programmes d'ajustement structurel répétés. La figure 6 indique le nombre de prêts d'ajustement structurel accordés par la Banque mondiale aux pays africains. La Banque mondiale a approuvé une centaine de prêts ou de subventions d'ajustement structurel en faveur de 27 pays d'Afrique subsaharienne entre 1980 et 1995. Le FMI a approuvé 79 prêts d'ajustement structurel à 30 pays africains entre 1986 et 1995², et 73 accords de confirmation entre 1984 et 1995.

Figure 6: Nombre de prêts ou de subventions à l'ajustement structurel accordés par la Banque mondiale à des pays africains, par année



Note et source: Construit à partir d'une recherche dans la base de données des projets et des opérations de la Banque mondiale, et en extrayant les projets intitulés SAL, SAC, ADJ ou dont le titre comporte une dimension structurelle.

En substance, les PAS ont cherché à gérer une réduction des dépenses et à redistribuer un gâteau de revenus réduit, de manière à améliorer les incitations à la production et à l'investissement. De par leur conception, ces politiques ont eu des effets distributifs et, à court terme, elles ont aggravé la situation de certains groupes. Pour les habitants des villes en particulier, la suppression du contrôle des prix a souvent entraîné une hausse des prix des produits de base, et la fermeture d'usines a entraîné la perte d'emplois.

Les réformes d'ajustement structurel sont fortement associées à l'augmentation des difficultés, de la pauvreté et des inégalités, car le niveau de vie dans la plupart des pays africains a baissé pendant cette période d'emprunts répétés auprès du FMI et de la Banque mondiale. Mais il est difficile de déterminer si les réformes ont provoqué une augmentation de la pauvreté ou si les niveaux de pauvreté auraient augmenté de toute façon (peut-être même davantage) qu'en l'absence de réformes. En particulier, l'accusation selon laquelle les PAS ont accru les inégalités mérite d'être examinée un peu plus en détail. Nombreux sont ceux qui pensent que les inégalités se sont accrues au cours de cette période, la classe moyenne regardant avec colère

une petite classe politique enrichie par la corruption. Mais si l'on utilise une mesure telle que l'indice de Gini, il est peu probable que les statistiques confirment cette hypothèse. Selon les mesures conventionnelles, l'inégalité a probablement diminué, car ce sont les personnes les plus aisées qui avaient le plus à perdre. Les petits agriculteurs les plus pauvres, qui produisent une grande partie de leur nourriture, ont été moins touchés par l'inflation ou la chute des prix des cultures de rapport. Dans l'ensemble, les taux de mortalité infantile ont continué à baisser dans la plupart des pays tout au long de la période, ce qui suggère que les niveaux de consommation des plus pauvres n'ont pas pu diminuer autant (sinon les nourrissons et les enfants auraient malheureusement été plus nombreux à mourir).

La baisse de revenus la plus importante a probablement été ressentie par les personnes appartenant à ce que nous pourrions considérer comme des professionnels de la classe moyenne, telles que les enseignants, les médecins, les infirmières et même les ouvriers d'usine, qui percevaient des salaires élevés dans les années 1960 par rapport aux agriculteurs. Ces groupes ont vu leurs revenus s'effondrer à mesure que l'inflation augmentait le coût des denrées alimentaires et d'autres biens, tandis que leurs employeurs (souvent le gouvernement) n'augmentaient pas les salaires au même rythme que l'inflation. Au Kenya, le salaire moyen du secteur public a chuté de 70 pour cent entre 1973 et 1994, corrigé de l'inflation, et l'écart entre les revenus des employés qualifiés et non qualifiés s'est creusé. Les agriculteurs produisant essentiellement pour le marché international ont également été durement touchés, mais il s'agissait généralement de ménages agricoles plus riches. Il convient de reconnaître que la mémoire collective de cette période est fortement marquée par cette couche de la société, car elle était la plus alphabétisée, la plus mobile (beaucoup ont émigré) et la plus bruyante.

Les réformes d'ajustement structurel visaient également à réduire la corruption en obligeant les gouvernements à faire face publiquement à des choix budgétaires difficiles. En théorie, c'est une bonne chose, mais en pratique, cela peut s'avérer déstabilisant. La corruption n'était certainement pas une nouveauté dans les pays africains dans les années 1970 ou 1980, mais il y a de bonnes raisons de penser que les crises exacerbent la corruption. Le déclin économique donne une mauvaise image du gouvernement en place. Lorsque les gens connaissent des difficultés économiques croissantes, ils accusent l'État et, dans les cas les plus extrêmes, ils ont si peu à perdre qu'ils sont facilement recrutés par des bandes de prédateurs, des milices ou des armées rebelles. Les putschistes potentiels ou les factions rebelles ont ainsi plus de chances de réussir. Dans une telle situation, les dirigeants ont souvent recours à des tactiques non démocratiques pour rester au pouvoir, en achetant la loyauté d'hommes forts individuels ou de groupes qui peuvent apporter un soutien politique ou éviter des coups d'État ou des troubles sociaux. Les diverses sources de rentes offertes par les entreprises publiques ou les licences d'importation peuvent être considérées comme des siphons utilisés pour rémunérer les détenteurs du pouvoir dans la société, ce qui a empêché le gouvernement de s'effondrer. Mais

en fermant le robinet de la corruption, les gouvernements ont perdu cette capacité à acheter leurs opposants ou ont dû trouver des moyens de détourner d'autres ressources à cette fin.

Les gouvernements avaient raison de s'inquiéter. Les PAS ont souvent conduit à des troubles sociaux, et parfois à des coups d'État (il ne faut pas oublier que peu de pays africains étaient démocratiques à ce stade, et qu'il était donc rarement possible d'élire un président sortant). Les coups d'État au Ghana en 1981, au Nigeria en 1983, au Soudan en 1985 et au Mali en 1991, par exemple, étaient, du moins en partie, une réaction au mécontentement croissant de la population et aux protestations contre les PAS.

Mais l'autre aspect de l'histoire, sans doute encore plus inquiétant, est que les PAS n'ont pas semblé apporter la reprise économique promise. De nombreux pays ont été soumis en permanence à des PAS sous diverses formes pendant près de deux décennies. La Côte d'Ivoire, par exemple, a reçu 26 prêts d'ajustement structurel dans les années 1980 et 1990.

Certaines études ont conclu que de nombreux gouvernements africains ont détourné les programmes et n'ont pas mené à bien les réformes nécessaires, en particulier les pays entretenant des relations politiques étroites avec les États-Unis ou d'autres pays occidentaux, comme la Côte d'Ivoire et le Liberia. Ces pays occidentaux (qui disposent des droits de vote les plus importants au sein du conseil d'administration du FMI) ont assoupli les conditions requises pour l'obtention de nouveaux prêts du FMI (ils voulaient également maintenir les gouvernements africains à flot, afin qu'ils ne soient pas en défaut de paiement sur les prêts accordés à leurs propres gouvernements). L'une des conclusions auxquelles la Banque mondiale est parvenue à plusieurs reprises est que les réformes d'ajustement structurel fonctionnent lorsque les gouvernements prennent l'initiative et décident de leur propre chef que ces réformes sont nécessaires, ce qui implique que la conditionnalité des créanciers n'a de toute façon qu'une valeur marginale.

Un autre point de vue consiste à dire que les gouvernements africains ont mené des réformes sérieuses, mais que le remède ne fonctionnait tout simplement pas. Certains y voient la preuve que les conseils étaient erronés ou follement optimistes. En ne soulignant pas la nécessité d'un allègement de la dette et d'une reprise des investissements, les programmes de réforme du FMI ont simplement laissé les pays piétiner des taux de croissance bien inférieurs à leur potentiel. Les paiements de la dette sont restés élevés, les prix des exportations sont restés bas et les budgets gouvernementaux étaient donc trop faibles pour réparer les routes et les chemins de fer ou pour rétablir les salaires des bureaucrates à un niveau décent. Mais selon cette lecture de la situation, les avantages de l'ajustement structurel n'étaient tout simplement pas suffisants pour renverser la vapeur.

4. Les causes profondes de la volatilité économique en Afrique

À partir des années 1990, les économistes ont commencé à considérer que les malheurs économiques de l'Afrique étaient dus à des faiblesses institutionnelles plus profondes ou à des contraintes environnementales plutôt qu'à des termes de l'échange défavorables et à des problèmes d'endettement. Les institutionnalistes ont pointé du doigt la faiblesse de la gouvernance en particulier, c'est-à-dire le fait que le jeu politique ne produisait pas les bons résultats pour la croissance. En raison de l'absence de contrôles et d'équilibres, le système politique était axé sur les rentes et la projection du pouvoir politique plutôt que sur des investissements à grande échelle. Les efforts de réforme ont été détournés au profit de gains politiques à court terme et les ressources disponibles pour les investissements sociaux ont rarement été bien investies. À la fin des années 1980, par exemple, le président Houphouët-Boigny de Côte d'Ivoire a construit la plus grande église du monde dans sa ville natale de Yamoussoukro, à un coût considérable pour les finances publiques. Au Libéria et en Sierra Leone, la construction d'hôtels et d'infrastructures urbaines a explosé avant les réunions de l'Organisation de l'unité africaine à Monrovia en 1979 et à Freetown en 1980, ce qui n'a probablement pas contribué à améliorer la compétitivité économique à long terme. Le système politique formel étant instable et peu fiable, les gouvernements craignaient les coups d'État et les soulèvements sociaux et ont donc consacré une part croissante de leurs dépenses à l'armée après l'indépendance, ce qui a également évincé des formes de dépenses qui auraient pu être plus bénéfiques pour l'économie et le bien-être.

D'autres se sont penchés sur la place de l'Afrique dans l'économie mondiale pour expliquer ses problèmes politiques et économiques. En particulier, il semble que la région ait été piégée dans la production de matières premières destinées à l'exportation, et ces produits connaissent une plus grande volatilité des prix que les produits manufacturés, ce qui la rend vulnérable aux booms et aux récessions répétés. On pense que les régimes coloniaux ont contribué à ces problèmes, en encourageant les économies coloniales fondées sur des produits de base non diversifiés destinés à l'exportation, tout en ne faisant pas grand-chose pour promouvoir les industries naissantes. Selon cette lecture des événements, les années 1980 n'ont été que la dernière oscillation d'un modèle cyclique de croissance et de déclin économiques. De plus, ces oscillations semblent être amplifiées par la dette. Lorsque les prix des matières premières sont élevés, les créanciers perdent de vue le risque de chute des prix et prêtent trop généreusement, alimentant ainsi le boom des matières premières. Lorsque les prix sont bas, les créanciers se retirent rapidement et le surendettement devient une prophétie qui se réalise d'elle-même. En raison de la faiblesse des institutions, il s'est également avéré difficile pour les gouvernements de s'engager de manière crédible à utiliser la politique pour agir de manière anticyclique, en épargnant les gains exceptionnels ou en réduisant les emprunts pendant les périodes de croissance. La tentation de dépenser plutôt que d'épargner s'est avérée difficile à résister pour les hommes politiques.

De nombreux dirigeants africains ayant accédé à l'indépendance n'avaient pas ignoré ces risques, et les années 1960 et 1970 ont été marquées par de nombreuses tentatives (rétrospectivement) de courte durée pour promouvoir la diversification économique et en particulier l'industrialisation, par exemple au Ghana, en Zambie, en Côte d'Ivoire, au Cameroun et en Tanzanie. Mais de nombreuses analyses ultérieures ont considéré que ces efforts d'industrialisation étaient pratiquement voués à l'échec, car ils mettaient les économies africaines en concurrence avec les économies asiatiques, qui disposaient d'une main-d'œuvre plus importante, moins chère et plus disciplinée, à une époque où les pays africains étaient encore sous-peuplés, avec des économies de petits exploitants et des infrastructures médiocres.

Comment, alors, certains pays africains ont-ils pu sortir indemnes de cette période? Une façon de vérifier cette idée est d'examiner les cas aberrants. Le Botswana est peut-être le cas le plus exceptionnel. Au début des années 1960, peu de gens auraient prédit que le Botswana serait l'économie la plus performante du continent, car il s'agissait d'un petit pays pauvre, rural et enclavé, avec un voisin hostile (l'Afrique du Sud). Pourtant, le Botswana s'est avéré être l'un des rares pays à rester démocratique pendant cette période, il a également réussi à bien investir et à sortir la majorité de sa population de la pauvreté. Nombreux sont ceux qui ont affirmé que la bonne gouvernance (due en partie à l'homogénéité ethnique) était la clé du succès du Botswana, mais ce n'était probablement pas une condition suffisante pour réussir. L'économie du Botswana était intimement liée à son principal produit d'exportation: les diamants. Dans les années 1980, les prix des diamants étaient moins volatils que ceux de la plupart des autres matières premières, en partie parce que le principal producteur (DeBeers) contrôlait une grande partie de l'offre mondiale et pouvait donc orienter les prix. En outre, les diamants du Botswana étaient extraits par une grande entreprise, Debswana, détenue à 50 pour cent par le gouvernement, plutôt que par de petits mineurs, de sorte que les recettes étaient plus faciles à collecter. Ainsi, les recettes du Botswana n'ont cessé d'augmenter au cours des années 1980 et le gouvernement n'a jamais été confronté à la même volatilité économique que la plupart de ses voisins.

Enfin, un autre éléphant dans la pièce est l'effet de la croissance démographique sur la production par habitant. Toute la discussion sur le PIB s'est concentrée jusqu'à présent sur le PIB par habitant, mais la population a également augmenté à une vitesse record au cours de cette période. Dans la plupart des pays, le PIB global (non divisé par la population) restait positif, même si les revenus par habitant diminuaient.

La relation entre la croissance démographique et la croissance du PIB par habitant n'est toutefois pas évidente. Au début de la période, de nombreux pays africains disposaient encore de terres en abondance, ce qui signifie qu'il y avait encore des terres productives inutilisées qui pouvaient être mises en culture. L'augmentation de la population avait donc tendance à accroître la

superficie des terres cultivées. Mais comme les terres les plus productives ont été revendiquées et que davantage de terres marginales ont été mises en culture, la productivité des terres n'a probablement pas pu suivre le rythme de la croissance démographique. Étant donné que d'autres secteurs de l'économie, tels que l'industrie, se contractaient, la pression démographique a probablement contribué à la baisse du niveau de vie.

La croissance démographique a également influencé la structure des dépenses publiques: avec des populations très jeunes et un grand désir d'améliorer le niveau d'instruction, les dépenses consacrées à l'éducation ont généralement augmenté. Au Kenya et en Ouganda, les dépenses d'éducation représentaient environ un cinquième des dépenses du gouvernement central au début des années 1960, mais à la fin des années 1990, ce chiffre était passé à un tiers. Cela a eu pour effet d'évincer d'autres types d'investissements sociaux, tels que les infrastructures. En outre, les fortes augmentations de la scolarisation ont souvent été accompagnées d'une baisse de la qualité de l'enseignement et d'une réduction des dépenses par élève.

Néanmoins, certains ont fait valoir que nous devrions voir les performances économiques de cette période sous un jour plus favorable, compte tenu de la croissance démographique qu'elle a soutenue. Et si le continent était sous-peuplé dans les années 1950, et si les faibles densités de population étaient en fait un obstacle à l'industrialisation et à d'autres formes de diversification économique, la pression démographique accrue, l'augmentation du niveau d'éducation et l'urbanisation signifient que les conditions de la croissance étaient très différentes après la crise. En outre, la croissance démographique n'explique pas tout, car les économies africaines ont fini par se redresser dans les années 2000 sans qu'il y ait eu de forte baisse du taux de natalité.

5. La véritable reprise

La plupart des pays d'Afrique ont atteint leur PIB par habitant le plus bas dans les années 1990 et ont commencé à se redresser par la suite. Les perspectives économiques se sont considérablement améliorées dans les années 2000, lorsque plusieurs pays africains, tels que l'Éthiopie, le Mozambique, la Tanzanie et l'Ouganda, ont connu l'une des croissances les plus rapides au monde.

La reprise a été stimulée par un renversement des conditions qui avaient déclenché la crise et, une fois encore, les facteurs externes ont joué un rôle important. La hausse des prix des exportations africaines, en particulier des minéraux et du pétrole, mais aussi de certaines cultures de rapport comme le cacao, a contribué à l'augmentation des revenus. Avec la demande croissante de ressources en provenance d'Asie en particulier, les prix des principaux produits d'exportation africains, comme le pétrole, le cuivre, le minerai de fer et la bauxite, ont fortement

augmenté au début des années 2000. L'allègement de la dette a également fait la différence. En 1996, les membres du FMI et de la Banque mondiale ont finalement accepté d'accorder un allègement significatif de la dette aux pays à faible revenu, dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). L'Ouganda est devenu le premier pays à répondre aux critères de cet allègement de la dette en 1998, et 31 autres pays africains ont suivi dans les années 2000. Cela a permis aux pays de recommencer à emprunter, et une augmentation des investissements tend à stimuler la croissance, en créant de nouvelles opportunités d'emploi et d'affaires. À peu près à la même époque, les prêts et les investissements chinois en Afrique ont commencé à augmenter, ce qui a également contribué à créer des emplois, à alimenter la demande de biens produits dans le pays et à améliorer les infrastructures de transport.

Les analystes ont également mis en évidence des changements plus profonds et plus fondamentaux dans les sociétés et les économies africaines qui ont commencé à porter leurs fruits dans les années 2000. De nombreux pays se sont démocratisés dans les années 1990 ou 2000 et, dans l'ensemble, les gouvernements sont devenus plus responsables devant leurs citoyens. L'urbanisation rapide et l'augmentation du niveau d'éducation y ont probablement contribué; avec des populations urbaines importantes, jeunes et alphabétisées, il y a beaucoup plus de gens qui s'engagent activement dans le processus politique. Une population plus instruite rend également les pays africains moins dépendants de la main-d'œuvre qualifiée étrangère et plus compétitifs dans les secteurs qui emploient des travailleurs qualifiés. Les taux de natalité sont restés élevés mais semblent avoir atteint leur maximum dans les années 1980, ce qui a permis d'alléger la pression sur les budgets des gouvernements et des ménages. En outre, alors que les revenus augmentent en Asie, quelques régions d'Afrique où la densité de population est élevée et les salaires bas, comme l'Éthiopie, font de petites percées sur le marché mondial des produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre. Depuis le début des années 2000, le gouvernement éthiopien promeut un programme d'initialisation axé sur les exportations par l'intermédiaire de parcs industriels, qui ont attiré une foule d'entreprises manufacturières et quelque 90 000 emplois d'ici 2020, principalement dans le secteur du textile et de l'habillement. Les pays d'Afrique de l'Est, le Kenya en tête, se sont également diversifiés dans la production horticole destinée à l'exportation, qui nécessite davantage de capital et de main-d'œuvre que la production traditionnelle de cultures de rapport.

6. Regarder vers l'avenir

Après presque deux décennies de croissance relativement forte (c.1998-2016), les taux de croissance du continent ont de nouveau ralenti à la fin des années 2010 (Figure 1). Aujourd'hui, de nombreuses organisations internationales et de nombreux commentateurs se tournent vers le passé pour comprendre l'avenir. Certains craignent que nous n'assistions à un nouveau cycle d'expansion et de récession, la récession étant une fois de plus déclenchée par des turbulences

mondiales, notamment la pandémie de grippe aviaire, les guerres en Europe et au Moyen-Orient, et la volatilité des prix des produits de base. Une fois de plus, les ondulations mondiales semblent se transformer en houle lorsqu'elles atteignent les économies vulnérables productrices de matières premières en Afrique. Les niveaux élevés d'emprunt depuis 2008, au cours d'une période où les taux d'intérêt mondiaux étaient exceptionnellement bas, ont entraîné le surendettement de près de la moitié des pays africains et ont poussé des pays comme la Zambie, le Ghana et le Mozambique à se retrouver en situation de défaut de paiement.

Néanmoins, il est également important de reconnaître que beaucoup de choses ont changé depuis 1974. Pour utiliser l'histoire comme outil de compréhension du présent, nous voulons examiner à la fois les similitudes et les différences.

Comme dans les années 1970, la plupart des économies africaines restent dépendantes d'une gamme étroite de produits primaires d'exportation – aujourd'hui plus axés sur les minéraux que sur les cultures de rapport. Cette dépendance persistante signifie qu'elles restent vulnérables aux fluctuations de la demande et des prix mondiaux. Comme par le passé, de nombreux pays ont aujourd'hui une dette considérable en devises étrangères, ce qui limite également leur capacité à poursuivre des plans d'investissement ambitieux. En outre, le système mondial de gestion et de renégociation de la dette est tout aussi fracturé, sinon plus, que dans les années 1980, en raison du rôle plus important de la Chine en tant que créancier, ce qui signifie qu'il y a moins de confiance et de coordination entre les nations créancières.

Les régimes politiques des pays endettés d'aujourd'hui sont toutefois différents de ceux des années 1970, car les réformes de l'époque se sont progressivement enracinées. Par rapport aux années 1970 et 1980, les monnaies africaines ne sont pas gravement surévaluées, l'inflation est globalement maîtrisée, de nombreuses anciennes entreprises d'État ont été privatisées et les gouvernements exercent un contrôle moins direct sur les importations, les exportations et les prix. Mais selon certaines lectures de l'histoire de la période, ces 'distorsions' politiques n'étaient de toute façon pas la principale source du problème.

Ce qui est peut-être plus important, c'est que certaines des contraintes structurelles dont on pensait qu'elles avaient entravé le développement de l'Afrique sont en train de s'atténuer. L'Afrique est la seule région du monde qui continue à connaître une croissance démographique significative, alors que d'autres régions sont confrontées au vieillissement de leur population. L'écart croissant entre les revenus de l'Afrique et ceux de l'Asie peut encore créer de nouvelles opportunités pour l'industrialisation. Les populations urbaines nombreuses et denses créent de nouvelles possibilités économiques et de nouvelles lignes de fracture politiques, qui pourraient conditionner et contraindre les gouvernements de manière nouvelle. L'histoire nous offre des expériences de pensée, mais elle ne peut pas prédire l'avenir.

Questions à étudier

1. Pourquoi les années entre 1974 et 1994 sont-elles souvent appelées les ‘décennies perdues’ de l’Afrique? Quelles sont les principales tendances économiques qui caractérisent cette période?
2. Qu’entend-on par ‘détérioration des termes de l’échange’ et quel en a été l’impact sur les économies africaines au cours des années 1980?
3. Quels étaient les avantages et les inconvénients de la dévaluation du taux de change?
4. Les crises économiques de cette période ont-elles affecté différemment les différents segments de la société? Quels groupes ont été les plus durement touchés et pourquoi?
5. Pourquoi de nombreux programmes d’ajustement structurel (PAS) n’ont-ils pas atteint les objectifs qu’ils s’étaient fixés?
6. Y a-t-il des leçons à tirer de ces décennies perdues qui pourraient aider les pays africains à éviter des crises économiques similaires à l’avenir?

Lectures suggérées

Archibong, B., B. Coulibaly and N. Okonjo-Iweala (2021). Washington consensus reforms and lessons for economic performance in Sub-Saharan Africa. *Journal of Economic Perspectives* 35(3): 133-156.

Austin, G. (2023). Ghana and Kenya Facing the 1970s Commodity Price Shocks: the National and the Global, In Shigeru Akita (ed.), *Oil Crises of the 1970s and the Transformation of International Order: Economy, Development and Aid in Asia and Africa* (London: Bloomsbury, November 2023), pp. 223-56.

Bates, R. H., J. H. Coatsworth, and J.G. Williamson (2007). Lost decades: postindependence performance in Latin America and Africa. *Journal of Economic History* 67(4): 917-943.

Collier, P. and J. W. Gunning (1999). Why has Africa grown slowly? *Journal of Economic Perspectives*, 13(3), 3–22.

Cooper, F. (2002). *Africa since 1940: the past of the present*. Cambridge: Cambridge University Press. Chapter 5: Development and Disappointment.

Deaton, A. (1999). Commodity prices and growth in Africa. *Journal of Economic Perspectives*, 13(3): 23-40.

Easterly, W. (2005). What did structural adjustment adjust? The association of policies and growth with repeated IMF and World Bank adjustment loans. *Journal of Development Economics* 76(1): 1-22.

Elbadawi, A. and B. J. Ndulu (1996). Long-run development and sustainable growth in sub-Saharan Africa. In M. Lundhal and B. J. Ndulu (eds.), *New directions in development economics: growth, environmental concerns and governments in the 1990s*. Routledge.

Fourie, J. (2023) A reinterpretation of Africa's twentieth century: Population growth may hide the remarkable economic performance of the continent, Our Long Walk, <https://www.ourlongwalk.com/p/a-reinterpretation-of-africas-twentieth>

Mkandawire, T. and C. C. Soludo (2000). *Our Continent, Our Future: African Perspectives on Structural Adjustment*. CODESRIA, Africa World Press.

Nyerere, J. K. (1985). Africa and the Debt Crisis. *African Affairs* 84(337): 489-497.

Smith, G. (2021). *Where Credit is Due: How Africa's Debt can be a Benefit, Not a Burden*. Hurst & Co.

Sources de données utilisées pour créer les figures et les tableaux

Maddison Project Database, version 2020. Bolt, Jutta and Jan Luiten van Zanden (2020), [Maddison style estimates of the evolution of the world economy. A new 2020 update](https://www.ggdc.net/maddison/maddison-style-estimates-evolution-world-economy-new-2020-update).

IMF Financial Data Query Tool, https://www.imf.org/external/np/fin/tad/query.aspx?utm_source=chatgpt.com

Jacks, D.S. (2019). From Boom to Bust: A Typology of Real Commodity Prices in the Long Run. *Cliometrica* 13(2): 202-220.

World Bank, World Development Indicators, 2025, <https://databank.worldbank.org/source/world-development-indicators/>

World Bank, Projects and Operations Database, <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/projects-home>

A propos de l'auteur



Rebecca Simson est maître de conférences en histoire économique et sociale à l'Université d'Oxford. Ses recherches portent sur l'histoire et le développement économique de l'Afrique postcoloniale. Elle a écrit sur l'histoire de l'emploi dans le secteur public au Kenya, en Tanzanie et en Ouganda, sur les inégalités ethniques et régionales en matière d'éducation et d'emploi et sur la dynamique des inégalités dans les régions en développement.